



Les salariés n'étant pas des moutons, nous ne sommes donc pas Berger : Nous sommes Solidaires !



A plus de la moitié de son mandat, la vraie nature du programme d'E Macron apparaît au grand jour.



Que ce soit sur le fond ou sur la forme, le personnage ne manque pas d'interpeller et ses suppôts sont à son image.



L'analyse des résultats des prochaines échéances électorales seront instructives pour comparer « le nouveau » et « l'ancien » monde !

L'hyper-communication et les éléments de langage parfaitement rodés, relayés par des chaînes « d'information » en continu ne fait plus illusion. A l'heure où la pseudo-concertation se tient avec certains représentants des salariés sur, notamment, le financement du projet de loi du système dit universel des retraites par points et que parallèlement, il est soumis à l'assemblée nationale, sans que l'exécutif soit en capacité de définir la valeur du point et donc de pouvoir calculer le montant de la pension de retraite des futurs salariés, il y a de quoi être inquiet.

Paupériser le peuple, « *les gens qui ne sont rien* » dans les grandes largeurs est le leitmotiv de la Macronie. Il suffit de lister quelques décisions prises qui le confirment : la hausse de la CSG, la baisse des APL, la réduction, voire la suppression de l'indemnisation de l'assurance chômage « *et en même temps* » enrichir « *les premiers de cordées* » à coup de milliards avec la suppression de l'ISF (impôt sur la fortune), le nouveau CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), transformé en un allègement de cotisations sociales pérennes et à effet immédiat, le CIR (crédit d'impôt recherche et développement (R&D)) qui permet également de soutenir grassement les plus grosses entreprises...

La « *fin de l'État providence* » avait raisonné pour son électorat comme une perspective de sortir de l'ancien monde et de ses démons. Il en est revenu. Les privilèges croissent de manière exponentielle, les bénéfices des entreprises du CAC 40 atteignent des sommets. Cela fait écho à la veille de l'éclatement de la bulle boursière de 2007 et des aides, sans contreparties, octroyées au monde de la finance en faisant supporter les remboursements aux plus modestes.

La loi de moralisation de la vie politique (promesse du candidat Macron) qui a pour but, comme son nom l'indique, de nommer des responsables politiques « *au-dessus de tout soupçon* » ou tout du moins honnêtes, probes, irréprochables a provoqué un record de démissions des LREM et des MoDem (Richard Ferrand, Sylvie Goulard, Marielle de Sarnez, François Bayrou, Françoise Nysens, Laura Flessel, Gérard Collomb, François Henry Goulet de Rugy et, le dernier en date, Jean-Paul Delevoye. Le « Monsieur retraite » du gouvernement qui a quitté son poste de haut-commissaire aux retraites suite aux révélations sur ses activités parallèles, pouvant être associés à des conflits d'intérêts, et des mandats non déclarés.

Quand on veut arroser les autres on vérifie que son tuyau ne se retourne pas contre soi : C'est l'histoire de l'arroseur arrosé !

Depuis le 5 décembre 2019, les grèves et manifestations se poursuivent contre le projet de réforme de trop, projet de loi injuste et individualiste qui va achever le démantèlement du pacte social français, avec une remise en cause en profondeur des acquis d'après guerre, dans l'indifférence la plus complète de nos dirigeants sans la moindre compassion pour les citoyens.

A vouloir faire semblant de moraliser les apparences des hommes et des femmes publics tout en proférant des messages contradictoires, injurieux et sidérants, tels que « ceux qui fument des clopes et roulent au diesel » ou, en parlant des ouvriers Creusois de GM&S, dont 276 emplois sont menacés « Il y en a certains, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux d'aller regarder s'ils peuvent avoir des postes là-bas (à Ussel en Corrèze) » ou encore « il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du travail ! » dans les médias et à toute occasion, à l'encontre d'ex-partenaires politiques devenus rivaux et des classes populaires, un jour retour de manivelle il y aura !

Le peuple mérite reconnaissance, protection, respect : veiller à ces valeurs est le rôle premier de tout élu.

Comme-ci cela ne suffisait pas, alors que l'exécutif détient la majorité des sièges à l'assemblée nationale, le samedi 29 février, alors que pratiquement tous des députés sont dans leurs circonscriptions, le premier ministre, après délibération du Conseil des ministres sur le CODIV-19, a annoncé le recours à l'article 49-3 de la constitution afin de mettre un terme aux débats parlementaires, à marche forcée, sur la mise en place de la retraite par points proposée par le gouvernement.

Le détournement du principe de la constitution fait la démonstration de l'impuissance du pouvoir exécutif à répondre aux interrogations sérieuses et légitimes des parlementaires à propos de ce projet incomplet, très approximatif, aux multiples inconnues, désavoué par le conseil d'État, engageant 14 % du budget de l'État et concernant l'ensemble de la population. C'est également une nouvelle preuve, si nécessaire, que le gouvernement refuse le débat et passe en force ce projet de régression sociale largement minoritaire dans l'opinion publique.

La majorité des syndicats s'est mobilisée pour refuser ce projet, injuste et inéquitable. Après plus de 13 semaines de mobilisation multiforme, de manifestations et d'actions symboliques, le mouvement social a relayé l'opposition forte de la majorité de la population.

Aujourd'hui, le combat continue contre les dénis démocratiques et contre les attaques à notre système social.

C'est dans ce contexte que les syndicats mobilisés, unis, majoritaires sont déterminés à poursuivre le combat, le temps nécessaire pour obtenir le retrait du contre-projet des retraites par points qui va précariser tous les retraités.

Alors, il est grand temps de dire que nous refusons, avec force, de laisser faire les partisans du chacun pour soi, méprisant l'avis du conseil d'État, les institutions et le peuple. Nous voulons travailler pour vivre (en bonne santé) et non vivre pour travailler !

Il est urgent de cesser d'offrir toujours plus d'avantages et de cadeaux fiscaux, aux plus aisés et de faire payer plus longtemps les citoyens les plus modestes et précaires.

En droit, « universel », est un ensemble de biens qui s'applique à toutes et à tous !

La majorité de la population, désapprouve le projet de loi de retraite par points.

L'opinion publique est pour conserver et améliorer système de retraite actuel :

Il convient donc de cesser de gam-Berger et de mépriser, il faut agir et protester contre le passage en force du gouvernement, Solidairement !